

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE LYONNAISE BRESSANE DE RECHAPAGE

ZI les Troques
69630 Chaponost

Références : UD-R-23-SSDAS-040-ACA
Code AIOT : 0006108521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement SOCIETE LYONNAISE BRESSANE DE RECHAPAGE implanté ZI les Troques 69630 Chaponost. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 14 mars 2023 de manière inopinée a été menée dans le cadre de l'action régionale sur les conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LYONNAISE BRESSANE DE RECHAPAGE
- ZI les Troques 69630 Chaponost
- Code AIOT : 0006108521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SLBR, filiale du groupe Bridgestone, exploite sur son site sis ZI les Troques à CHAPONOST une activité de rechapage de pneumatiques de poids lourds.

Le nombre de pneumatiques rechapés est constant, il est compris entre 35 000 et 37 000 par an. Les pneus rechapés sont vendus dans le réseau des distributeurs de la marque Bridgestone. Deux technologies sont utilisées pour réaliser le rechapage :

- le process à chaud ou technologie du moulée : par la pose, sur la carcasse préalablement râpée et dissolutionnée, d'une bande de caoutchouc cru au moyen d'une extrudeuse assurant son préchauffage et sa mise en forme,
 - à basse température, en venant coller sur la carcasse râpée une bande de roulement pré-vulcanisée avec la sculpture pour l'activité choisie suivie d'une vulcanisation à basse température.
- Le site fonctionne 5 jours sur 7, en 3*8. L'activité de nuit concerne une équipe très réduite et il n'est pas effectué d'opérations telles que le râpage et l'habillage à chaud. L'effectif de l'établissement est de 37 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale sur les conditions de stockage des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.7	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article Annexe 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétention des aires et locaux de manipulation ou de stockage de produits	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques présente des failles et nécessite un travail de l'exploitant afin de se conformer à l'ensemble des prescriptions qui lui sont applicables.

L'Inspection note toutefois que l'exploitant assure un suivi des principaux produits dangereux présents sur son site et que les conditions de stockage de ces produits semblent correctes. A noter également que le site détient des produits chimiques dangereux en faible quantité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les produits chimiques sont entreposés dans une armoire, située en extérieur, qui dispose de sa propre rétention. L'inspection a pu constater la présence de moins de 10 types de produits chimiques. Par ailleurs, le jour de la visite, a constaté que les produits chimiques étaient présents en petite quantité. Le règlement CLP impose que les produits chimiques comportent les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- identité du fournisseur ;- identificateurs du produit ;- pictogrammes de danger ;- mention d'avertissement ;- mentions de danger ;- conseils de prudence ;- section des informations supplémentaires ;- quantité nominale pour les produits mis à disposition du grand public (sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage). L'Inspection a pu constater que les étiquetages des produits chimiques présents dans l'armoire ne disposaient pas de l'ensemble des informations requises. Demande n°1 : sous un mois, l'exploitant procède à l'étiquetage de l'ensemble des fûts de produits chimiques conformément au règlement CLP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que les produits chimiques présents sur le site se limitaient à des huiles pour réducteurs, de la peinture pour les pneus et à des fûts de 20l d'un produit utilisé dans le procédé de dissolution solvantée.</p> <p>L'exploitant précise que 200g de produit de dissolution est utilisé par pneu. L'exploitant a présenté la FDS de ce produit : Bandag universal spray cement, la dernière révision date du 08/02/2016.</p> <p>Par courriel du 15 mars 2023, l'exploitant a transmis une version plus récente de la FDS, en date du 05/11/2021. En revanche, cette FDS est en anglais. L'Inspection rappelle que les fiches doivent être en français.</p> <p>L'Inspection a constaté que l'armoire de produits chimiques contenait plus de 3 produits différents. Néanmoins, certains semblent ne pas comporter de mentions de danger (sigma fluid S-460 lubrifiant de la marque Kaeser, condamatic III H de la marque Condat).</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 15 mars 2023 un tableau de l'ensemble des produits utilisés sur le site comportant le nom du produit, la marque, la version de la FD, les pictogrammes de danger, les protections et les utilisations. L'exploitant a précisé que ce tableau était affiché sur site et remis à chaque nouvel arrivant.</p> <p>L'Inspection remarque l'absence du produit identifié comme la peinture pour pneus (nero idrosolubile per gomma) dans le tableau. A noter que l'exploitant avait indiqué lors de l'inspection que ce produit n'était pas dangereux car fabriqué à base d'eau ; l'Inspection a constaté la présence du pictogramme SGH07 – Nocif ou irritant sur les bidons.</p> <p>Dans ce même tableau, sont listés les produits de la marque Condat utilisés sur site, aucun ne comporterait de pictogramme de danger. Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de fûts de la marque Condat (sur la partie haute droite de l'armoire) avec notamment les pictogrammes de danger SGH02 et SGH09.</p> <p>A noter également que ce tableau comporte 13 produits avec des pictogrammes de danger, contrairement aux 2 produits dangereux indiqués par l'exploitant en début de visite d'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant explique que la FDS est affichée sur un panneau accessible à l'ensemble de son personnel. Le jour de la visite, en raison d'une refonte du règlement intérieur auquel seront associées notamment les FDS, l'affichage n'est pas visible.</p>

<p>L'exploitant explique également que le personnel est sensibilisé et que des « safety tour » ont lieu régulièrement.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant transmet sous un mois les FDS de tous les produits dangereux présents sur le site en tenant compte des remarques de l'Inspection.</p> <p>Le tableau des produits présents sur le site sera mis à jour en conséquence. L'Inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que quelques catégories de danger ne sont pas liées à un pictogramme. Il est donc plus rigoureux d'utiliser les mentions de danger.</p> <p>Demande n°3 : l'exploitant doit mettre en place sous deux mois des fiches exploitables directement par les opérateurs pour l'ensemble des produits dangereux utilisés sur le site. Elles devront être synthétiques, accessibles au niveau du poste de travail et seront présentées aux opérateurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assurant une protection équivalente. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>AM du 14/01/2000 relatif aux rubriques 2660 ou 2661 soumises à déclaration</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs à double paroi avec</p>

<p>détection de fuite ou placés en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats : L'armoire contenant les produits chimiques contient sa propre rétention. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de la rétention.</p> <p>Par courriel du 15 mars 2023, l'exploitant a transmis le bon de commande de l'armoire installée. Elle comporte 4 rétentions de 1000l.</p> <p>Demande n°4 : sous un mois, l'exploitant met en place un moyen de s'assurer de respecter les règles de calcul du volume de rétention nécessaire en fonction du type de produit stocké et de son volume, définies notamment à l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif à la rubrique 2940 et à l'article 2.10 de l'arrêté ministériel relatif aux rubriques 2660 ou 2661.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et incompatibilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : L'armoire est en acier sans revêtement en résine. L'armoire datant de 2009 était encore en bon état apparent. L'exploitant a indiqué ne pas disposer de produits incompatibles. Il n'y a pas d'affichage spécifique. Demande n°5 : sous un mois, l'exploitant s'assure que la nature de la rétention (acier) permet de résister aux produits qu'elle contient. Demande n°6 : sous un mois, l'exploitant met en place une procédure de contrôle de l'état des rétentions. Demande n°7 : en cas de réception de produits qui sont incompatibles, l'exploitant formera son personnel à la gestion des produits incompatibles et mettra en place un affichage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Rétention des aires et locaux de manipulation ou de stockage de produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produit répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol, d'une hauteur appropriée au risque, ou tout dispositif équivalent sépare ces aires et locaux de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont récupérés ou traités conformément au point 5.7 et au titre 7. Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none">- étanchéité des sols (par examen visuel : nature et absence de fissures) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil), (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée-sortie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence de l'état des stocks de produits dangereux ;- conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle à l'état des stocks ;- présence du plan des stockages de produits dangereux ;- absence de matières dangereuses dans les ateliers non nécessaires à l'exploitation. <p>AM du 14/01/2000 relatif aux rubriques 2660 ou 2661 soumises à déclaration</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un tableau comportant uniquement les fûts (20l) de dissolution, il y a en moyenne une entrée par semaine. Ce tableau est renseigné quotidiennement, il y a toutefois un retard de 24h par rapport au stock physique. Le tableau présenté indique qu'il y a 38 fûts de 20l au 14/03/2023.</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté qu'il y avait moins de 38 fûts de Bandag universal spray cement dans l'armoire.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan général des stockages.</p> <p>Dans son courriel du 15 mars 2023, l'exploitant a transmis un plan comportant l'armoire des produits dangereux.</p> <p>Toutefois ce plan n'est pas assez lisible ni exploitable par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Demande n°8 : l'exploitant explique sous un mois la différence constatée entre l'état des stocks et le stock réellement présent.</p> <p>Demande n°9 : l'exploitant met en place sous un mois un état des stocks de l'ensemble des produits dangereux présents sur le site, cet état doit être mis à jour régulièrement.</p> <p>Demande n°10 : sous deux mois, l'exploitant établit un nouveau plan de masse du site comportant la localisation des produits dangereux. Ce plan peut être couplé avec la localisation des risques, Cf. prescription de l'article 4.3 des arrêtés ministériels relatifs aux rubriques 2661 et 2940. Il doit</p>

être tenu à la disposition des services de secours en cas d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>AM du 14/01/2000 relatif aux rubriques 2660 ou 2661 soumises à déclaration</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "incendie" et "atmosphères explosives", - l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées au point 4.3, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de consignes en cas de déversement accidentel ou d'incendie.</p> <p>L'exploitant a précisé que les employés étaient régulièrement formés au risque incendie, aux premiers secours et que des exercices étaient réalisés. Dans son courriel du 15 mars 2023,</p>

l'exploitant a ajouté qu'un exercice était prévu le 6 avril 2023 et qu'il serait axé sur la gestion d'un déversement accidentel.

Lors de la visite, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur la présence sur le site d'un dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées ainsi que d'un moyen d'isolement de ces eaux.

L'exploitant a indiqué ne pas savoir si ces dispositifs étaient présents sur le site.

Par courriel du 15/03/2023, l'exploitant a transmis le bon pour accord concernant des travaux réalisés en 2009 pour retenir les eaux sur le site, ainsi que la pose d'un séparateur hydrocarbures.

Demande n°11 : sous deux mois l'exploitant met en place des consignes relatives à la gestion d'un accident sur le site. Les consignes doivent être opérationnelles et faire l'objet d'exercices qui comprendront notamment la manipulation de la vanne d'isolement des milieux. L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice sur le déversement accidentel qui aura lieu le 6 avril 2023.

Demande n°12 : l'exploitant transmet sous deux mois, un plan des réseaux de collecte des effluents. L'Inspection rappelle que ce plan doit comporter les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et que ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respects des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cf. annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011
Constats : L'exploitant a indiqué réaliser des mesures des rejets atmosphériques sur les cyclones. L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 prévoit également des mesures triennale des rejets provenant de la cabine de dissolution et de la cabine de peinture. Le site dispose d'une chaudière dont le fonctionnement est réglementé par l'arrêté ministériel du 3 août 2018, elle doit notamment respecter les valeurs limites d'émissions pour ses rejets atmosphériques conformément à l'article 6.2.4 de cet arrêté ministériel. Demande n°13 : sous un mois, l'exploitant transmet les résultats des analyses réalisées en 2022 accompagnées des éléments explicatifs le cas échéant. Demande n°14 : sous un mois l'exploitant justifie de la mesure des rejets atmosphériques liés à l'utilisation de la chaudière et transmet les résultats d'analyse à l'Inspection. Dans le cas où ces rejets ne seraient pas mesurés jusqu'à présent, l'exploitant réalise sous 3 mois des analyses et transmet les résultats à l'Inspection dans le mois qui suit leur réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

<p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il faisait appel à un prestataire pour renseigner Gerep et également pour produire le registre des déchets sortants. Les données étant transmises annuellement.</p> <p>L'Inspection a expliqué que le registre déchets devait être accessible immédiatement en cas de demande de l'inspection des installations classées, un registre annuel ne répond donc pas à cette exigence.</p> <p>Demande n°13 : sous deux mois, l'exploitant met en place un registre des déchets sortants facilement accessible à tout moment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours